

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37, boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITM LAI

740, rue Alexandre Dumas
39700 Rochefort-Sur-Nenon

Références : LW/NM/2025/M_178
Code AIOT : 0003302349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement ITM LAI implanté 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale qui vise à s'assurer que les exploitants d'installations Seveso seuil haut ou seuil bas, ainsi que les entrepôts soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510, ont mené les démarches pour intégrer les obligations réglementaires permettant de mettre en oeuvre les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent, soit au plan d'opération interne comme précisé à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, soit au plan de défense incendie comme indiqué au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 avril 2017. Cette action a notamment pour objet de s'assurer que les plans de

secours prévoient effectivement l'organisation qui serait mise en place en cas de nécessité (identification des substances pertinentes, description des équipements et moyens humains à mettre en oeuvre, modalités d'organisation...). Cette action ne vise toutefois pas à vérifier l'exhaustivité des dispositions indiquées dans le plan de défense incendie ou le plan d'opération interne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LAI
- 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon
- Code AIOT : 0003302349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ITM LAI (logistique alimentaire internationale) exploite un entrepôt de stockage sur le territoire de la commune de Rochefort-sur-Nenon.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 5 mars 2020 n° AP-2020-16-DREAL.

Par ailleurs, le site relève de l'article L. 515-32 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso). En effet, l'établissement répond à la règle de cumul seuil bas, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'opération interne - Exercices	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ITM LAI a mis en place une organisation visant à répondre à ses obligations réglementaires en matières de prélèvements environnementaux en cas de sinistre. Quelques observations/non-conformités d'ordre mineur ont été formulées sur les thèmes suivants:

- la codification du POI et la transmission des mises à jour ;
- le contenu du POI et de certaines fiches réflexes ;
- l'agrément et le délai d'intervention de l'organisme retenu pour la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) dont la dernière version transmise à l'inspection de l'environnement date du 29 septembre 2023. La version du POI présentée en séance date du 6 mai 2025. Elle intègre le plan de défense incendie prévu par les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts ainsi que les dispositions relatives aux premiers prélèvements

<p>environnementaux.</p> <p>L'inspection formule les observations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mises à jour du POI ne sont pas transmises systématiquement à l'inspection de l'environnement; • Ce POI ne comporte pas d'indice permettant de suivre son évolution dans le temps.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La dernière version du POI a été transmise par courrier électronique post inspection. L'exploitant veillera lors de la prochaine mise à jour à codifier le document pour permettre de suivre l'évolution des mises à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Plan d'opération interne - Exercices

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier exercice mettant en œuvre le plan d'opération interne (POI) a été réalisé le 21 novembre 2023. L'exploitant a sollicité la société Apave pour l'organisation de cet exercice. Le scénario n° 2 du POI (incendie de la cellule de stockage n°5) a été retenu.</p> <p>L'inspection, qui avait été informée préalablement de la date retenue, a participé à cet exercice en tant qu'observateur.</p> <p>Deux comptes-rendus (Apave/exploitant) et un rapport d'inspection ont été rédigés à l'issue de cet exercice et ont conduit l'exploitant à la mise à jour de son POI pour intégrer les observations formulées par chacun.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan d'opération interne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne (POI) précise :

- **les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;**

[...]

Constats :

L'exploitant a mandaté la société Apave pour établir la liste des substances à rechercher dans les différents milieux. Le document rédigé par cette société (stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accidents - Réf. T230076878 - version 1 du 18/12/2023), présente entre autres :

- la méthode et les documents utilisés,
- la liste des substances recherchées dans les différents milieux,
- la justification du choix de ces substances et des milieux où les rechercher,
- la localisation précise des points de prélèvements, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en fonction de l'orientation du vent et des cibles potentielles.

L'inspection formule les observations suivantes :

- bien que l'offre tarifaire de la société Apave émane de l'agence E&M de Saint-Denis, l'agence d'Écully qui a rédigé le document précité ne figure pas dans la liste de l'arrêté du 4 décembre 2024 portant agrément des laboratoires ou organismes ;
- on retrouve, parmi la liste des substances à rechercher établie par la société Apave, les dioxines et furanes (PCDD/F). Au regard de la liste de l'arrêté ministériel du 4 décembre 2024 précité, la société Apave n'est pas agréée pour effectuer le prélèvement de ces substances ;
- la liste des substances à rechercher figurant dans la fiche 11.1 du POI de l'exploitant diffère de celle établie par la société Apave ;
- la fiche 11.2 du POI de l'exploitant mentionne ATMO BFC pour les prélèvements dans l'air alors qu'il a contractualisé cette mission auprès de la société Apave.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se rapprochera de la société Apave pour qu'elle lui fournisse des éléments justifiant de son agrément et veillera à harmoniser son POI avec la fiche reflex G et le document rédigé par la société Apave.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan d'opération interne
Prescription contrôlée : [...] <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Le plan d'opération interne (POI) précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ; [...]
Constats : <p>L'exploitant a mandaté la société Apave pour établir une stratégie permettant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le document rédigé par cette société (stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accidents - Réf. T230076878 - version 1 du 18/12/2023) précise les équipements de prélèvement à mobiliser au regard de la liste des substances à recherchées dans les différents milieux.</p> <p>Ces équipements paraissent adaptés aux substances à rechercher.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan d'opération interne
Prescription contrôlée : [...] <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Le plan d'opération interne (POI) précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. [...]
Constats : <p>L'exploitant a mandaté la société Apave pour la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux. L'offre tarifaire, référencée 2233546.1 du 19/12/2023, précise les ressources humaines que la société Apave met à disposition de l'exploitant 24h/24 et 365 j/an.</p>

Ces ressources sont constituées d'un cadre d'astreinte et d'un ou deux intervenants pour les prélèvements et mesures sur site. Par ailleurs, la société Apave s'engage, au travers de cette offre, à l'arrivée d'un intervenant sur site dans un délai de 4 heures après qu'il aura confirmé par mél la prise en compte de la demande d'intervention de l'exploitant.

L'inspection formule l'observation suivante : quelle que soit l'organisation retenue, l'exploitant doit justifier de la disponibilité des personnels ou organismes externes et des équipements dans des délais adéquats aux objectifs visés en cas de nécessité. Le délai d'intervention proposé par l'organisme retenu de plus de 4 heures (4 heures plus le délai de réponse par mél de la confirmation de la prise en compte de la demande) ne semble pas adapté aux objectifs visés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'exploitant a mandaté la société Apave pour établir la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis dans l'environnement en cas d'incendie.

Le document rédigé par la société Apave (stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accidents - Réf. T230076878 - version 1 du 18/12/2023) identifie une liste de produits de décomposition. Cette identification a été réalisée selon la méthode présentée dans le guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique. Compte tenu de la grande variabilité des produits stockés sur le site, la société Apave a retenu l'approche conservatoire du guide en prenant en compte la situation la plus défavorable afin de couvrir l'ensemble des risques potentiellement rencontrés. Ainsi, 14 substances ou familles de substances ont été retenues.

Par sondage, l'inspection a vérifié la cohérence des produits de décomposition recherchés au regard de l'activité de l'installation (stockage de produits destinés à la grande distribution). Cette vérification n'appelle pas de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre des moyens

Prescription contrôlée :

[...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. **Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.**

[...]

Constats :

L'ensemble du personnel du site est formé par la société Desautel au maniements des extincteurs et des robinets d'incendie armés (RIA). Cette formation est renouvelée tous les 3 ans.

L'inspection a vérifié par sondage la présence des attestations justifiant de la réalisation de cette formation pour 3 salariés du site.

Type de suites proposées : Sans suite